



Il y a 80 ans naissait le programme des "jours heureux"

Il y a exactement 80 ans, le 15 mars 1944 le programme du Conseil National de la Résistance a été adopté à l'unanimité de ses 16 membres

A l'occasion de cet anniversaire, la CGT a organisé un colloque intitulé « [Ecrivons la suite... des jours heureux](#) ».

Tout au long de cette journée, la CGT a commémoré son histoire et a rappelé le **rôle central du syndicalisme et de la CGT dans l'élaboration du programme du CNR**, à l'image de celui que le mouvement ouvrier a joué dans la résistance.

Un tiers des membres du CNR étaient des militants syndicaux.

La secrétaire générale de la CGT a tenu à rendre hommage à ces centaines de milliers de résistantes et de résistants, à qui nous devons la liberté, mais également nos droits sociaux.

Unifier la résistance ne fut pas facile, mais les membres du CNR étaient d'accord sur l'essentiel : la nécessité de résister à l'occupant nazi et aux réactionnaires de Vichy. C'est l'adversité qui a permis l'unanimité et ainsi de dépasser les clivages.

"Être capable, aux heures les plus sombres de l'histoire, de s'unir pour appeler et annoncer des « jours heureux » témoigne d'une immense clairvoyance." a rappelé Sophie Binet

Les jours heureux : un compromis politique

Loin de se limiter à l'abrogation des mesures du gouvernement de Vichy, ou de viser à la restauration des réformes du front populaire, le programme du CNR innove et s'avère d'une grande modernité.

Alors que ce programme a été **mis en œuvre dans un pays ruiné**, l'unité, des forces politiques et syndicales a été déterminante.

Ce compromis est fort parce qu'il s'est fait sur la base des intérêts du monde du travail.

Le capital, qui s'était largement compromis dans la collaboration avec Vichy et l'Allemagne nazi, était exsangue et à terre.

Pour le monde du travail, les acquis sociaux du CNR sont colossaux et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans :

- rétablissement des libertés syndicales,
- sécurité sociale et retraite,
- nationalisations des secteurs stratégiques,
- création des comités d'entreprise,
- liberté et indépendance de la presse,
- démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation...

Ces réformes, mises en place en moins de 3 ans, entre 1944 et 1947, dans un pays ruiné, constituent le programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles **le plus profond, le plus audacieux et le plus vaste** entrepris depuis la Révolution française.

Même si ce programme, issu d'un compromis, comportait des manques et notamment **les droits des femmes, qui bien qu'ayant joué un rôle majeur dans la résistance en sont absentes**, même concernant la possibilité de voter.



un pays

Depuis, le patronat saisit toutes les occasions pour bloquer, entraver ou détricoter la mise en œuvre du programme du CNR.

Alors que le programme du CNR vise à **reprendre le pouvoir sur forces de l'argent**, le **néo libéralisme**, lancé dans les années 80, **met quant à lui l'Etat au service des marchés financiers.**

C'est le sens de la politique menée par l'actuel président Emmanuel Macron en **voulant affaiblir la sécurité sociale et l'assurance chômage.**

Cette remise en cause sociale se double d'une **déchéance morale** : **les digues érigées grâce à la résistance entre les forces républicaines et l'extrême droite sont consciencieusement détruites**, et le RN est désormais considéré comme un parti comme les autres.



les

Dans ce moment de basculement, l'expérience du CNR doit nous servir de boussole et nous inspirer.

Après 80 ans, l'expérience des **Jours Heureux** nous oblige à :

- **Résister en luttant** pour empêcher les reculs et construire des alternatives.
- **Rechercher l'unité** des forces politiques et syndicales sur la base des intérêts du monde du travail car elle est déterminante.
- **Remettre la question sociale au centre** avec des perspectives rassembleuses, à l'image du projet de sécurité sociale, alors que l'extrême droite prospère sur les mises en opposition, la défiance et le repli identitaire.

Il est temps de remettre le syndicalisme CGT à la place qu'il mérite.

Pour la CGT, il ne s'agit pas seulement de commémorer cet évènement historique mais de replacer le programme du CNR dans le contexte d'aujourd'hui, alors que la [menace de l'extrême droite est de plus en plus réelle.](#)



S'il n'est pas question de vouloir « rejouer » l'histoire, les points communs avec les années trente sont frappants :

- un capitalisme en fin de cycle ;
- les menaces sur les libertés ;
- la justice sociale abandonnée ;
- une 5e République à bout de souffle ;
- la montée du populisme et de l'extrême droite ;
- la montée de la militarisation et le retour de guerres conventionnelles ;
- la désunion des forces progressistes ;
- la recherche de boucs émissaires...

Le 1er octobre, on se mobilise pour gagner des avancées

- augmenter les salaires du privé, le point d'indice dans la fonction publique et les pensions de retraite, assurer enfin l'égalité entre femmes et hommes ;
- abroger la réforme des retraites et gagner de nouveaux droits ;
- rénover et financer les services publics, dans tous les territoires, notamment l'école, l'hôpital, l'enseignement supérieur et la transition environnementale ;
- défendre et développer l'emploi industriel.

